

Unité bidépartementale
du Calvados et de la Manche

Saint-Lô, le 30/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOR SERVICES

Mortrie
50220 DUCEY LES CHERIS

Références : 2023-50-073

Code AIOT : 0003900589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2023 dans l'établissement VALOR SERVICES implanté Grand Champ 50220 DUCEY LES CHERIS. L'inspection a été annoncée le 05/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOR SERVICES
- Grand Champ 50220 DUCEY LES CHERIS
- Code AIOT : 0003900589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VALOR SERVICES exploite un casier de stockage de déchets de plâtre autorisé par arrêté préfectoral du 21/08/2017. L'absence de barrière de sécurité active et le risque de pollution des eaux souterraines ont conduit à cesser les apports de déchets de plâtre en fin d'année 2021, et à élaborer un programme de travaux visant à la couverture étanche de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Proposition de délais
1	Couverture du casier	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 27	Lettre de suite préfectorale	15 jours

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Dossiers de cessation d'activité et de demande de SUP	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, articles 6.4 et 28

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Hauteur de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.3
4	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 25.1.1
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 5.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de couverture du casier, qui devaient être réalisés courant 2022, accusent un important retard d'environ un an. Ce retard non justifié fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale. Les travaux de couverture doivent impérativement être finalisés au cours de l'année 2023, sous peine de suites administratives et pénales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Couverture du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 27
Prescription contrôlée : "La couverture finale du casier est réalisée avec des matériaux argileux présents sur le site. Ils seront régalés sur le site sur une hauteur d'un mètre minimum et de manière à créer des pentes de 6% nécessaires à l'écoulement des eaux pluviales en périphérie du casier."
Constats : Le programme de travaux de couverture avait fait l'objet d'échanges avec l'inspection des installations classées au cours de l'année 2021. Lors de la précédente inspection du 17/02/2022, au regard du planning affichant la fin des travaux de couverture au mois d'août 2022, il avait été acté que ces travaux devaient être terminés sous un délai de 6 mois. Cette échéance n'a pas été respectée. Lors de la présente inspection du 30/01/2023, il apparaît que l'exploitant a uniquement procédé au reprofilage du massif de déchets. La mise en place de la couverture finale n'a pas commencé, d'où un très important retard de chantier estimé à environ un an, sans qu'une raison d'ordre météorologique ou d'indisponibilité des entreprises ne puisse être invoquée. En application de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux ISDND, l'exploitant dispose d'un délai de 2 ans après la fin de l'exploitation pour recouvrir le casier d'une couverture finale. Les derniers déchets ayant été réceptionnés en décembre 2021, il est permis à l'exploitant de réaliser la couverture finale au cours de l'année 2023. Lors de l'inspection, l'exploitant s'est explicitement engagé à réaliser les travaux au printemps 2023. Tout retard de chantier au delà de l'échéance réglementaire (décembre 2023) fera l'objet de suites administratives et pénales. Il est enfin rappelé que le site ne sera considéré en post-exploitation qu'après l'achèvement de la couverture finale du casier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Dossiers de cessation d'activité et de demande de SUP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, articles 6.4 et 28
Prescription contrôlée : "Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. [...]" "Conformément aux articles L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 du code de l'environnement, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article R.512-74 du code de l'environnement."
Constats : Les dossiers de cessation d'activité et de demande de servitudes d'utilité publique, datés du 15/03/2022, ont été envoyés à l'inspection des installations classées par courrier du 18/03/2022. Entre temps, par courriels des 11/04/2022 et 15/12/2022, le bureau d'études de l'exploitant a informé l'inspection de diverses modifications intervenues concernant la remise en état : reprofilage des pentes, modification de la géomembrane utilisée, retard de planning. Il est demandé à l'exploitant de remettre sous un délai de 2 mois une nouvelle version des dossiers envoyés par courrier du 18/03/2022, prenant en compte l'ensemble des modifications intervenues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Hauteur de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 24.3
Prescription contrôlée : "La hauteur maximale du stockage est de 5 mètres."
Constats : Lors de l'inspection du 17/02/2022, il avait été constaté un stockage de déchets de plâtre sur un tas culminant à environ 5 mètres au dessus de la côte de remplissage autorisée. Lors de la présente inspection du 30/01/2023, il a été constaté que l'exploitant a procédé au déblai-remblai de ce tas vers le vide résiduel du casier. Cette opération a été réalisée conformément à la demande de l'inspecteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 25.1.1
Prescription contrôlée : "L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des eaux souterraines qui respectera les dispositions suivantes : [...]"
Constats : L'exploitant a fourni les derniers résultats d'analyse d'eaux souterraines, datés du 31/08/2022. Les teneurs importantes en sulfates, caractéristiques du gypse (élément constitutif du plâtre) et déjà constatées par le passé dans le PZ3 situé en aval à proximité directe du casier, apparaissent stables (903 mg/l en 2018, 1130 mg/l et 1155 mg/l en 2019, 960 mg/l en 2020, 1085 mg/l en 2021, 1112 et 711 mg/l en 2022). A titre de comparaison, les teneurs en sulfates sur les autres piézomètres du site oscillent entre 10 et 151 mg/l sur les 6 dernières années. Ces résultats démontrent un impact sur les eaux souterraines à proximité directe du casier, mais sans évolution notable dans le temps, et confirment la nécessité de mise en place d'une couverture étanche sur le casier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 5.4
Prescription contrôlée : "Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 5.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012."
Constats : A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant a transmis par courriel du 02/01/2023 l'acte de cautionnement valide pour la période du 19/10/2022 au 18/10/2027.
Type de suites proposées : Sans suite